



DÉLIBÉRATION 2014 024 - Modalités de mise en œuvre du Compte Épargne Temps pour les agents du Syndicat mixte Autolib' Métropole

Séance du Bureau syndical du 4 septembre 2014

Vu Le code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1,

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010, portant modification du décret n°2004-878 du 26 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne,

Le Bureau syndical après en voir délibéré,

DÉCIDE, que le compte épargne-temps institué dans la fonction publique territoriale par le décret susvisé est ouvert au bénéfice des agents du Syndicat mixte Autolib' Métropole dans les conditions prévues par la réglementation et compte tenu des modalités d'application suivantes :

Ouverture et alimentation du compte épargne-temps

Article 1^{er} :

Les fonctionnaires titulaires et les agents non titulaires, employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service, peuvent solliciter l'ouverture d'un compte épargne-temps.

Article 2 :

Le compte épargne-temps peut être alimenté par le report :

- de jours de réduction du temps de travail ;
- de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt, ce nombre étant proratisé le cas échéant en fonction de la quotité de travail.

L'unité d'alimentation du compte épargne-temps est la journée entière.

Le nombre total de jours inscrits sur le compte épargne-temps ne peut excéder soixante.

Article 3 :

Les demandes d'ouverture et d'alimentation du compte épargne-temps sont à adresser par écrit par voie hiérarchique à l'autorité territoriale, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle de l'acquisition des droits.

La demande d'alimentation doit préciser le nombre et la nature des jours à reporter.

Utilisation du compte épargne-temps

Article 4 :

Les agents sont informés annuellement des droits épargnés et consommés sur leur compte épargne-temps. Cette information est effectuée par courrier électronique au cours du premier trimestre de l'année.

Article 5 :

Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

L'unité d'utilisation du compte épargne-temps est la journée entière.

Article 6 :

A l'issue d'un congé de maternité, paternité, d'adoption ou de solidarité familiale, l'agent qui en fait la demande bénéficie de plein droit des droits à congés accumulés sur son compte épargne-temps.

Dans les autres cas, le refus opposé à une demande de congés au titre du compte épargne-temps doit être motivé. L'agent peut alors former un recours auprès de l'autorité territoriale qui statue après consultation de la commission administrative paritaire.

Article 7 :

En cas de décès de l'agent, les droits acquis au titre de son compte épargne-temps donnent lieu à indemnisation de ses ayants droits, selon les montants réglementaires forfaitaires par jour accumulé pour chaque catégorie statutaire.

Article 8 :

L'utilisation de la totalité des droits accumulés sur le compte épargne-temps n'entraîne pas la fermeture du compte.

Changement d'employeur ou de position administrative

Article 9 :

Les règles relatives à la conservation des droits acquis par un agent sur son compte épargne-temps en cas de changement d'employeur ou de position administrative sont celles prévues à l'article 9 du décret du 26 août 2004 susvisé.

Article 10 :

En cas de recrutement par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire bénéficiaire d'un compte épargne-temps, une convention relative aux modalités financières de transfert du compte épargne-temps peut être passée avec la collectivité ou l'établissement d'origine.

Article 11 :

La fermeture du compte épargne-temps est prononcée à la date à laquelle intervient la radiation des cadres, ou le licenciement, ou à la fin de contrat de l'agent. L'agent sera informé de la possibilité d'utiliser la totalité des droits épargnés en fonction de la date de fermeture du compte, dans des délais lui permettant d'exercer ce droit dans les conditions définies à l'article 3 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

La Présidente,



Marie-Pierre de La GONTRIE



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2014 024 - Modalités de mise en œuvre du Compte Epargne Temps pour les agents du Syndicat mixte Autolib' Métropole

Exposé des motifs

Le Compte Epargne-Temps (CET) est institué depuis 2004 (décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié) dans la fonction publique territoriale. Il représente la possibilité d'accumuler des droits à congés rémunérés par le report de jours de congés, de jours de R.T.T. et/ou de repos compensateurs.

Le bénéfice des congés doit être compatible avec les nécessités du service pour ne pas compromettre son bon fonctionnement.

L'acquisition des droits et la gestion du CET est encadrée et subordonnée aux conditions fixées par le décret. Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de fonctionnement du C.E.T. de sa collectivité après avis du Comité Technique Paritaire (CTP).

Le CTP placé auprès du CIG petite couronne a émis un avis favorable lors de la séance du 4 mars 2014.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente